

Face au drame de l'Aquarius, le gouvernement justifie sa passivité

PAR LUCIE DELAPORTE, PAULINE GRAULLE, MANUEL JARDINAUD ET MATHILDE MATHIEU
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 12 JUIN 2018



© Karpov / SOS Méditerranée

Après s'être retranché dans un silence assourdissant, l'exécutif a défendu son refus de voir l'Aquarius débarquer en France, pour ne pas créer de « précédent ». Plusieurs députés LREM sont consternés, les gauches sont vent debout. LR et le RN soutiennent le choix des Italiens.

Après des dizaines d'heures de mutisme et **une blague gênante d'Édouard Philippe**, l'exécutif français s'est décidé, mardi 12 juin, à réagir à la détresse de l'Aquarius, le navire de SOS Méditerranée interdit d'accoster en Italie. Loin d'annoncer l'ouverture de Marseille, de Bonifacio ou de tout autre port français aux 630 rescapés, comme le réclamaient des élus corses et certains députés LREM, Emmanuel Macron s'est contenté de « *saluer le geste humanitaire* » accompli par le premier ministre espagnol, le socialiste Pablo Sánchez, qui a proposé lundi à l'ONG d'accueillir son bateau humanitaire à Valence, sur la côte est du pays.

Pour justifier son refus d'héberger l'Aquarius, l'exécutif s'est accroché toute la journée au « droit maritime international », celui qui imposait à l'Italie – et à personne d'autre – d'offrir un point d'amarrage à l'Aquarius. « *Le droit international prévoit un principe simple*, a professé Édouard Philippe devant l'Assemblée nationale, lors des questions au gouvernement. *Celui de l'obligation pour l'État dont les côtes se trouvent le plus proche d'un bateau de proposer un port sûr. C'est l'Italie qui devrait en la matière assurer ses responsabilités*,

elle a choisi de ne pas le faire et de méconnaître les obligations internationales qui lui incombent. »
Fermez les écouteilles.



Des rescapés de l'Aquarius ont été transbordés mardi 12 juin sur des navires de la marine ou des gardes-côtes italiens, chargés de les débarquer en Espagne © Karpov / SOS Méditerranée

« Il n'est pas question de créer un précédent, a résumé le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, à l'issue du conseil des ministres. *[Cela] permettrait demain à des pays européens de se défausser de leur propre responsabilité sur leurs partenaires européens.* »

Comme il ne saurait être dit, en même temps, qu'Emmanuel Macron reste les bras ballants, Paris s'apprête tout de même à bouger un petit doigt et se propose de dépêcher en Espagne, de façon exceptionnelle, des officiers de l'Ofpra (l'Office français de protection des réfugiés et apatrides), l'institution habilitée à examiner les demandes d'asile et à attribuer la protection de la France.

« Nous sommes prêts à aider les autorités espagnoles pour accueillir et analyser la situation de ceux qui, sur ce bateau, pourraient vouloir bénéficier notamment du statut de réfugié », a ainsi lancé Édouard Philippe devant les députés. À bord de l'Aquarius, un quart des passagers seraient originaires du Soudan (selon SOS Méditerranée), un pays dont les ressortissants, lorsqu'ils réussissent à faire examiner leur demande d'asile par la France, décrochent un taux de réponse positive à 75 % – c'est dire le niveau des persécutions subies.

« La France se tiendra aux côtés de l'Espagne à l'arrivée à destination [de l'Aquarius], en particulier pour l'accompagnement des demandeurs d'asile en besoin manifeste de protection », a sobrement indiqué

mardi soir Gérard Collomb, le ministre de l'intérieur, après s'être entretenu avec ses homologues espagnol et italien.

Mais de quoi s'agit-il exactement ? Rappelons que le règlement européen dit « de Dublin » rend le premier pays d'entrée, celui où les migrants voient leurs empreintes enregistrées, responsable des demandes d'asile formulées. Pour les exilés de l'*Aquarius*, cela aurait dû être l'Italie, ce sera finalement l'Espagne. Mais « Dublin » n'oblige absolument pas la France à s'en mêler. S'agit-il, en l'occurrence, d'aller instruire des demandes d'asile au nom de la France dans le but d'accueillir une partie des passagers ? Ou d'apporter un appui technique aux Espagnols, un renfort strictement humain, sans que Paris n'ait l'intention de faire grand monde ensuite ?

Si la France choisissait la première option, ce serait un geste non nul, numériquement faible, symbolique pour l'essentiel, mais Paris agirait là en dehors de toute obligation européenne, dans le cadre de discussions bilatérales avec l'Espagne, sur la base du volontariat. La deuxième option serait un triste effet d'annonce. À ce stade, les formulations de l'exécutif laissent la place au doute. «*A l'issue de ces examens, nous aviseras avec les autorités espagnoles, mais également avec les autres membres de l'Union, la manière dont seront réparties les personnes qui seront éligibles*», a temporisé Benjamin Griveaux. Sollicité par Mediapart, le cabinet de Gérard Collomb n'a pas répondu à nos questions.

Quels que soient les contours de cette expédition espagnole de l'Ofpra, le directeur général de l'office, interrogé par Mediapart, se déclare « *parfaitement disponible* », « *prêt à envoyer une mission à tout moment* ». Dans le détail, « *les modalités vont dépendre d'une discussion entre les deux gouvernements* », indique Pascal Brice. « *De l'appui dont les autorités espagnoles auront besoin.* »

Face au silence persistant à la tête de l'État, certains députés de la majorité se sont publiquement émus, en tout cas, de la situation des 630 personnes bloquées sur l'*Aquarius*.

L'un des premiers à réagir a été le député Sébastien Nadot, membre du Mouvement des progressistes fondé par Robert Hue : « *La France paralysée dans sa solidarité. La loi asile et immigration n'est pas qu'un symbole : elle a abaissé les droits des demandeurs d'asile et recroquevillé l'espace mental de nos frontières* », a-t-il tweeté. Il avait quelques minutes plus tôt demandé au gouvernement d'agir en faveur d'un accueil du navire. « *Le texte asile et immigration n'est pas encore en vigueur qu'il fait déjà ses premiers dégâts...* », a-t-il ajouté auprès de Mediapart.

Autre voix de la majorité qui a tenté de faire réagir la majorité : Sonia Krimi, la députée de la Manche. Pour celle qui faisait partie des abstentionnistes lors du vote de la loi emblématique de Gérard Collomb, « *il est inadmissible que l'Italie ne respecte pas le droit maritime* ». Mais elle complète, à l'adresse de son gouvernement : « *Après qu'on a dit cela, que fait-on ? Respectons notre politique d'accueil ! Cette politique de l'autruche me dérange.* » « *Je n'ai pas entendu un seul ministre à la hauteur aujourd'hui* », a-t-elle confié à l'Assemblée avant la déclaration d'Édouard Philippe dans l'hémicycle.

Salle des Quatre Colonnes, sa collègue Delphine Bagarry, elle aussi abstentionniste sur la loi asile et immigration, déplore le silence de l'exécutif jusqu'à la mi-journée de mardi. Comme certains de ses voisins de banc, elle appelle à ce que la France ouvre, même symboliquement s'il le faut, ses ports méditerranéens pour pouvoir accueillir l'*Aquarius* et ses malheureux passagers. Ce fut par exemple le cas dans la matinée du député du Cher, François Cormier-Bouligeon, et de l'élu de Marseille, Saïd Ahamada.

Tous ces députés ont mis la pression sur leurs collègues, qui ne savaient quelle ligne tenir avant que le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux vienne fournir la ligne officielle.

Interrogée dans la matinale de France Inter, la présidente de la commission des affaires sociales Brigitte Bourguignon, ex-PS, a rendu hommage à l'association SOS Méditerranée et à l'Espagne, sans trancher ce que devait être la position de la France.

Même ambiguïté exprimée par Pieyre-Alexandre Anglade, qui a été désigné pour poser la question au gouvernement à l'Assemblée sur la situation des migrants de l'*Aquarius*. Dans la nuit, il avait tweeté : « *Notre Europe doit changer, elle doit se reformer et vite ! Ce qui s'est passé avec l'Aquarius contrevient à nos principes les plus élémentaires et à l'essence de notre démocratie fondée sur le respect de l'individu, des minorités et des droits fondamentaux !* » Un rappel de valeurs certes, mais sans position claire sur l'attitude que devrait avoir la France.

Selon nos sources, aucune discussion n'a d'ailleurs été initiée lors de la réunion du groupe au Palais-Bourbon le matin même. « *Ce n'était pas à l'ordre du jour* », a tranquillement confié un député présent, refusant par ailleurs de se positionner sur le sujet. Interrogé, le mouvement dirigé par Christophe Castaner n'a lui non plus pas réagi. La doctrine de LREM sur la question des migrants est encore à construire. Et reste inexorablement à la traîne de la parole de l'exécutif.

LR et RN versus les gauches

La position de l'exécutif fait en tout cas écho à la direction de LR. Pour le député des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti, « *aucun port français* » ne doit accueillir le navire. « *L'Aquarius, il a une destination toute trouvée, il faut qu'il retourne vers les côtes libyennes* », a-t-il expliqué sur CNews mardi avant de poursuivre : « *Si on a cette fermeté, les flux vont s'interrompre de façon très, très forte et très rapidement. C'est la fermeté qui est gage d'humanité.* »

Alors que LR ne cesse de dénoncer un présumé « *laxisme* » du gouvernement sur la question migratoire, Éric Ciotti a donc clairement souligné que le choix du ministre de l'intérieur italien montrait selon lui la voie à suivre pour l'Europe : « *Le gouvernement italien, je crois, par sa fermeté, fera avancer les choses.* »

« *L'Italie veut légitimement endiguer le chaos migratoire dont elle est victime* », a-t-il affirmé sur son compte Twitter après la réaction du président de la République jugeant « *totalement irresponsable* » la mise en cause du choix italien par Emmanuel Macron.

Pour la porte-parole de LR, Laurence Sailliet : « *Accepter ce bateau c'est cautionner le travail des passeurs* », avait-elle répondu ce lundi à TV5 Monde alors que le président de LR, Laurent Wauquiez, n'avait lui toujours pas réagi.

L'ancienne ministre sarkozyste Nadine Morano a quant à elle rejoint le concert d'applaudissements émanant des rangs du RN (ex-FN) pour leur allié Matteo Salvini. « *L'Europe doit dire stop ! Salvini a raison !* », a-t-elle déclaré sur son compte Twitter. « *Bravo Salvini !* », s'est de son côté enthousiasmé le président de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan dans un communiqué. « *Fidèle au mandat confié par le peuple italien, M. Salvini a refusé que l'Italie accueille un énième bateau ayant recueilli les migrants que des passeurs envoient de Libye vers l'Europe* », se félicite-t-il.

À gauche, l'appel à aider l'*Aquarius* et la dénonciation des politiques européenne et française en matière d'immigration font sans surprise l'unanimité. Mais avec des nuances, liées à la stratégie politique de chaque formation, à un an des européennes.

Jean-Luc Mélenchon a ainsi été le seul des leaders politiques à ne pas monter personnellement au créneau, au moins dans un premier temps, suscitant les critiques de plusieurs militants communistes qui y voient un signe des ambiguïtés de La France insoumise sur l'immigration. De fait, FI n'en a pas fait un sujet aussi central de son opposition à Emmanuel Macron et de sa « *bataille culturelle* » que d'autres formations.

Parmi les partis de la gauche « traditionnelle », le PCF a été parmi les plus prompts à réagir au drame qui se jouait en Méditerranée. Lundi, en fin de matinée, Ian Brossat, le chef de file pour les européennes, a publié un communiqué pour dénoncer le silence et la passivité de « *Bruxelles et [des] chancelleries européennes* ». L'élu à la mairie de Paris a réitéré le lendemain, exhortant le Conseil européen à s'emparer en urgence du problème, devant « *l'incurie* » de l'Union européenne et de la France, tandis que les députés du groupe GDR publiaient un communiqué pour dénoncer « *le silence coupable* » d'Emmanuel

Macron et rappeler que « *la loi asile et immigration a montré que ce gouvernement n'a pas l'intention de répondre à l'enjeu de dignité et d'humanité* ».

L'ancien socialiste Benoît Hamon a félicité dès lundi midi le maire de Naples qui, contrevenant à la prise de position de son gouvernement, avait proposé d'ouvrir son port à l'*Aquarius*. S'en est suivie une série de tweets pour vilipender le silence de la France ou applaudir les élus corses. Preuve que le mouvement de l'ancien socialiste, qui joue son avenir aux européennes de l'an prochain, a pris soin de se positionner fortement sur la question, Benoît Hamon a réalisé une petite vidéo (qu'il a « épinglée » sur Twitter) où, face caméra, il joue sur le registre de l'émotion : mettant sur le même plan l'Italie de Salvini et la France de Macron, il y décrit sa « *honte* » de voir la France « *planquée* », « *cachée* » et, en définitive, « *donn[er] raison aux xénophobes d'Italie* ».

Du côté socialiste, là aussi, des voix se sont élevées. Lundi à 14 heures, les eurodéputés (parmi eux, les socialistes Emmanuel Maurel ou Pervenche Bérès, mais aussi les harmonistes Guillaume Balas et Isabelle Thomas) ont diffusé une communication pour regretter que – à ce moment-là – « *aucun autre pays européen [ne se soit encore] montré solidaire de l'Italie en ouvrant ses ports* » et pour s'inquiéter de ce que, « *vu les capacités des 28 à se mettre d'accord ne serait-ce que sur la réforme du règlement Dublin, nous ne pouvons qu'être extrêmement inquiets sur leur sort* ».

Le groupe des députés en France a, de même, choisi, **comme il l'avait fait pour la loi asile et immigration**, de s'opposer frontalement au gouvernement. Mardi après-midi, Gisèle Biémouret a pris le micro pour interpeller Édouard Philippe dans l'hémicycle, lors des séances de questions au gouvernement.

Olivier Faure, le patron du PS, en est conscient : même si le quinquennat Hollande a été marqué par les lois régressives en matière d'immigration (celle de juillet 2015 sur la réforme du droit d'asile et celle de mars 2016 relative aux droits des étrangers), il est plus

aisé pour le PS de jouer sa carte sur les questions « sociétales » que sur les questions économiques. Manière aussi de tenter de rallier la « gauche morale ». Le premier secrétaire du PS n'a d'ailleurs pas boudé son plaisir en soulignant que le héros de l'histoire, le premier ministre espagnol Pedro Sánchez, était socialiste...

Très attendue en tant que parti leader à gauche, La France insoumise a eu, semble-t-il, un peu de retard à l'allumage. Ce mardi après-midi, Jean-Luc Mélenchon, pourtant souvent commentateur « à chaud » de l'actualité sur Facebook et Twitter, n'avait toujours pas publié de commentaire sur le sujet. Comme si le communiqué de presse du groupe parlementaire de La France insoumise, publié lundi soir et intitulé « *L'Espagne sauve l'honneur de l'humanité* », suffisait à faire entendre sa voix... « *Par son silence la France s'est faite complice du premier ministre d'extrême droite en Italie* », écrivent les députés.

Mais si certains se sont contentés de retweeter le communiqué – c'est par exemple le cas d'Adrien Quatennens –, d'autres se sont emparés de l'affaire avec moins de pusillanimité. Comme à leur habitude, Danièle Obono, Clémentine Autain et Éric Coquerel, en pointe depuis longtemps sur le sujet, se sont relayés dans les médias et sur Twitter.

Mardi matin, en réunion de groupe, tous les députés FI ont décidé à l'unanimité de poser, par l'intermédiaire de Bénédicte Taurine, une question à Jean-Yves Le Drian, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères. La députée a, elle aussi, dénoncé une « *honte européenne* ».

Plus étonnant : Manuel Bompard et Charlotte Girard, pourtant pressentis pour être têtes de liste aux européennes, n'ont pas réagi spontanément. Bompard, le numéro 2 du mouvement, a fini par tweeter mardi matin : « *Bravo et merci à l'exécutif corse de sauver l'honneur de la France en proposant de recevoir l'#Aquarius.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Bralon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Bralon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Bralon, 75012 Paris.